



CSE

déclaration de vote

Le 22 juillet 2021



C'EST UNE HONTE !

**VOUS OSEZ PARLER DE BIENVEILLANCE,
DE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL,**

**Quel type d'entreprise est à ce point en position de faiblesse de dialogue,
qu'elle doive se réfugier auprès de la force publique disproportionnée
pour résoudre ses problèmes sociaux d'une ampleur jamais rencontrée
pour ses salariés ?**

L'UNSA-SAPAP relève une fois de plus que le dialogue social au sein d'Aéroports de Paris reste inexistant, notamment lors de cette information/consultation relative au dossier de réorganisation.

La Direction n'entend pas la gronde, la colère des salariés remontée par l'ensemble des élus depuis des mois.

Toutes les réunions, y compris celle du CSE sont menées afin de remplir les seules obligations légales. Peu importe la pertinence des questions, des échanges, les avis des élus, il faut impérativement que l'information soit réalisée et que les réunions soient tenues dans les délais légaux du code du travail.

Comme si la période actuelle et l'ampleur des dossiers traités ne pouvaient supporter quelque entrave au dogmatisme réglementaire.

Le fond semble laisser la direction insensible, pourtant il s'agit là de l'emploi des salariés, de leur santé, de leurs conditions de travail.

Le fond, ce sont les femmes et les hommes qui composent cette entreprise, qui lui permettent d'exister, de fonctionner et de prospérer, ce sont ces salariés qui font, qui sont Aéroports de Paris.



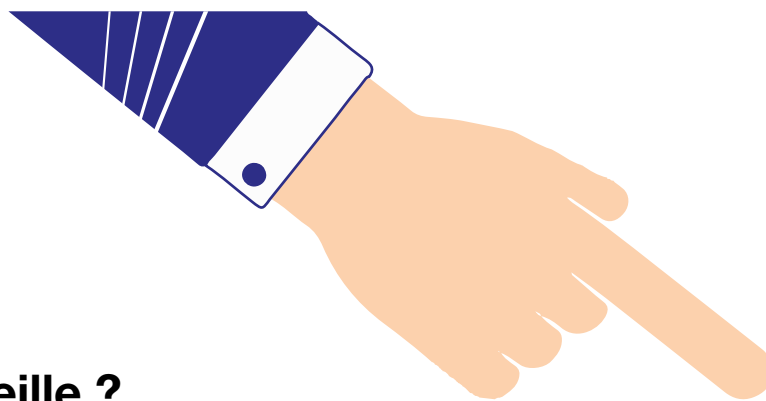
**LA DIRECTION N'ENTEND PAS,
elle établit ses plans et ses projets,
implacablement, telle une machine infernale,
écrasant celles et ceux qui se trouvent
sur sa route, inexorablement !**

Cette manière de gérer l'entreprise est la raison première du désastre qui a déjà commencé. Les discours de la Direction sont bien rodés, pétris de bonnes intentions, mais malheureusement celles-ci ne se traduisent pas dans les faits, sur le terrain auprès des salariés.

**Ces beaux principes se meurent dans les bureaux de Grenelle,
ou n'arrivent pas sur nos plateformes.**

Pendant ce temps, loin du centre de Paris, les salariés découvrent, subissent ces changements, ces projets sans aucune maîtrise ou lisibilité, développés sans avoir pris en compte initialement leurs avis.

À tel point que mêmes les RRH, qui devraient être des liens permettant aux salariés de comprendre les orientations prises, sont dépourvus de conseils et sont incapables de produire des explications sérieuses et cohérentes aux changements engagés.



Qui fait la sourde oreille ?

C'est une Direction qui s'écoute et n'entend pas.

Ce fossé entre la Direction et les salariés est devenu abyssal.

Aujourd'hui, le dialogue n'existe plus qu'à travers un rapport de force imposé par une mobilisation croissante des salariés, comme nous avons pu le constater lors des grèves du mois de Juin et Juillet.

Quel type d'entreprise est à ce point en position de faiblesse de dialogue, qu'elle doive se réfugier auprès de la force publique disproportionnée pour résoudre ses problèmes sociaux d'une ampleur jamais rencontrée pour ses salariés. Et vous osez parler de bienveillance, de bien-être au travail, c'est une honte !



Le rapport d'expertise confirme notre retour terrain, à savoir celui du constat qui relève une disparition complète de la confiance des salariés à l'égard de cette direction, subissant sans aucun autre choix une autorité contre laquelle ils ne peuvent rien.

Cette situation doit cesser de toute urgence.

La violence de la crise et les mesures prises par la direction sont inédites, et par l'ampleur et par la brutalité avec laquelle elles sont imposées.

Comment pouvez-vous ignorer à ce point le vaste champ de bataille que vous avez engendré ?

Il faudrait maintenant pouvoir reconstruire, ce qui impliquerait un changement radical de la Direction.

De fait, soit la Direction accepte le débat contradictoire, l'assouplissement de ses positions et priorise le fond à la forme avec le concours des salariés, des instances du personnels et des comités Sécurité, Santé au Travail, soit ce conflit dont vous semblez ne pas mesurer l'ampleur et la vague de fond qui l'anime, vous emportera.

Bien évidemment l'UNSA-SAPAP souhaite qu'un dialogue soit recréé, un nouveau contrat social est indispensable.

Il faut donc d'abord et avant tout, reconstruire la confiance pour rendre possible la construction de l'avenir, ensemble, avec les salariés et leurs représentants, comme cela s'est toujours passé durant la longue histoire de cette entreprise qui lie tous les salariés qui s'y sont succédés à son destin.

Dans le cadre de la consultation de ce CSE, **L'UNSA-SAPAP votera contre.**



ORLY

Bureau 5410 - BP288
94544 Orly Aerogare Cedex
01 49 75 06 46 - sapapol@adp.fr

UNSA-SAPAP.ORG



CDG / LE BOURGET /
Aérodromes Secondaires

Module MN - BP 24101 - 95711 Roissy CDG Cedex
01 48 62 74 55 - sapapry@adp.fr

